



**PRÉFET
DE LA
CÔTE-D'OR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Bourgogne-Franche-Comté**

Affaire suivie par : Stéphane MARION
Unité départementale de la Côte-d'Or
Courriel : stephane.marion@developpement-durable.gouv.fr

Le 07 avril 2025

Nos réf. : 0005401138/2025-194

Objet : Unité de valorisation énergétique - Dijon-Métropole
Modification de la zone de chalandise des installations exploitées sur la commune de DIJON

P J : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

INSTALLATIONS CLASSÉES

POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

1 .Identification des installations et de l'exploitant

Raison sociale : Dijon-Métropole
Siège social : 40 avenue du Drapeau
CS 17510 - 21075 Dijon Cedex
Adresse de l'établissement : Rue Alexander Fleming, 21000 Dijon
Activités principales : Incinération de déchets non dangereux et dangereux (DASRI)

Le site est autorisé au titre de la réglementation ICPE par arrêté préfectoral d'autorisation du 31 mars 2016 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 octobre 2016, les lettres préfectorales du 17 avril 2019 et du 10 février 2020 et l'arrêté préfectoral N°1427 du 27 septembre 2023.

2 .Objet de la modification

Conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement, Dijon Métropole a porté à la connaissance du préfet une demande de modification des conditions d'exploitation de son installation le 15 juillet 2024 avec tous les éléments d'appréciation.

L'exploitant sollicite la modification de la zone de chalandise pour pouvoir traiter des déchets valorisables issus de toute la zone de la région Bourgogne-Franche-Comté dans l'Unité de Valorisation Énergétique dijonnaise, en fonction du vide de four disponible après traitement des déchets valorisables provenant de la Côte-d'Or. L'exploitant a mentionné que l'objectif n'est pas de récupérer des flux de déchets déjà traités par valorisation énergétique mais bien de proposer au besoin une solution alternative à l'enfouissement.

La demande concerne tous les flux de déchets admis dans l'installation :

- pour les déchets ménagers et assimilés (DMA), les déchets d'activités économiques non dangereux assimilables à des déchets ménagers (DAE), les refus de tri (RT) : demande d'extension de la zone de chalandise à la région Bourgogne-Franche-Comté,
- pour les déchets d'activité de soins à risques infectieux (DASRI), déchets pharmaceutiques issus de filière de collecte agréée et déchets souillés par des médicaments anticancéreux : demande d'extension de la zone de chalandise à la région Bourgogne-Franche-Comté et aux régions limitrophes,
- pour les déchets ménagers et assimilés (DMA) et les déchets d'activités économiques non dangereux assimilables à des déchets ménagers (DAE) en cas d'installation provisoirement à l'arrêt : demande d'extension de la zone de secours aux départements limitrophes de la région Bourgogne-Franche-Comté.

La quantité de déchets ménagers résiduels concernés serait de 25 000 tonnes/an, sans que cela ne vienne impacter la capacité de traitement des ordures ménagères résiduelles (OMr) provenant du département de la Côte-d'Or (l'installation traite les OMr de plus de 93 % de la population de la Côte-d'Or à ce jour).

Aucune modification des quantités maximales de déchets traités sur le site de Dijon Métropole n'est projetée.

Aucune modification technique des installations n'est envisagée.

Cette demande s'inscrit dans le contexte d'une baisse structurelle des tonnages d'ordures ménagères résiduelles traités par l'installation d'incinération (par exemple -11 % pour les OMr provenant de Dijon métropole entre 2010 et 2022).

L'exploitant indique également que l'installation est concernée au niveau régional et interrégional par des délestages de déchets. Ce secours est assez constant depuis plusieurs années : l'installation dépanne les installations voisines en arrêt pour maintenance et en arrêt pour causes incidentelles ou accidentelles.

Par ailleurs, les évolutions réglementaires intervenues ces dernières années ont conduit à fixer de nouveaux objectifs visant à privilégier la valorisation énergétique des déchets ne pouvant faire l'objet d'une valorisation matière d'ici 2025, associée à une forte réduction des capacités d'enfouissement.

Ces objectifs ont été traduits dans le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de la région Bourgogne-Franche-Comté, approuvé le 15 novembre 2019. Le PRPGD constitue désormais une annexe du SRADDET. La version en vigueur du SRADDET de la région Bourgogne-Franche-Comté a été adoptée par délibération du conseil régional et approuvée par arrêté du préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté du 20 novembre 2024.

3 .Analyse de l'inspection des installations classées

3.1. Analyse de la situation administrative du site

La situation administrative du site resterait identique à celle actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 mars 2016 modifié.

Les tonnages autorisés à l'incinération sont inchangés.

Seul l'article 1.2.3.1 de l'arrêté modifié concernant l'origine géographique des déchets est impacté.

Les flux de déchets qui seraient traités par l'installation au regard de sa capacité autorisée de 140 000 t/an seraient répartis de la façon suivante en 2025 selon l'exploitant :

Nature des déchets et origine	Tonnage annuel
Gisement d'OMr + refus de tri + encombrants de déchetteries de Dijon Métropole et des collectivités clientes actuelles	90 000 t
Gisement d'OMr + refus de tri + encombrants de déchetteries hors de Dijon Métropole et des collectivités clientes actuelles, en provenance d'autres départements au sein de la région BFC (y compris OMr de l'Auxerrois)	25 000 t
DASRI	3 000 t
Apports exceptionnels en secours entre installations d'incinération	5 000 t
Apports complémentaires de déchets d'activités économiques, de façon à optimiser le fonctionnement de l'usine (variable d'ajustement)	Variable d'ajustement. 17 000 t au maximum

Les apports de déchets d'activités économiques servent de variable d'ajustement (entre 11 et 18 % du tonnage total sur les 10 dernières années) et seraient adaptés pour la prise en charge des OMr liées à l'extension de la zone de chalandise. Cette souplesse est liée au fait que Dijon métropole n'a pas d'engagement contractuel avec des opérateurs privés pour la prise en charge de ces déchets.

3.2. Impacts sur l'environnement

Émissions au niveau du site

Il y a pas d'impact direct sur le plan des émissions de l'UIOM, les flux accueillis en provenance des zones géographiques liées à l'extension de la zone de chalandise étant accueillis en substitution aux flux existants et dans le cadre des 140 000 tonnes autorisées.

Trafic

L'extension de la zone de chalandise de l'installation de stockage a un impact sur le trafic de poids lourds accédant à l'installation par rapport à l'existant.

Deux types de modifications du trafic peuvent être considérés :

- Modification du nombre de poids lourds accédant au site, en fonction du volume des nouveaux camions par rapport au volume des camions avant modification de la zone de chalandise ;
- Modification des distances parcourues par les nouveaux camions, en regard des distances parcourues par les camions, avant modification.

La première est peu conséquente, l'accueil des déchets en provenance des zones géographiques liées à l'extension de la zone de chalandise interviendra en substitution de flux déjà existants. La modification du type de véhicules de volume transporté plus important pourrait même engendrer une légère réduction du nombre de poids lourds accueillis sur site à tonnage constant.

Concernant la seconde, une augmentation des distances parcourues a un impact sur l'environnement en termes d'émissions de gaz à effet de serre et de pollution atmosphérique (NOX, SO₂, CO, COVNM, PM₁₀).

La moyenne des distances entre quelques villes de référence pour des collectivités ayant aujourd'hui recours au stockage, les lieux de prise en charge habituels et l'unité de valorisation de Dijon métropole est d'environ 75 km.

3.3. Analyse au regard de la hiérarchie des modes de traitement

La hiérarchie des modes de traitement est définie au 2° du II de l'article L.541-1 du code de l'environnement. Il prévoit par ordre de priorité :

- a) La préparation en vue de la réutilisation ;
- b) Le recyclage ;
- c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- d) L'élimination ;

Il ressort que la valorisation énergétique, telle que pratiquée par le site de Dijon-Métropole, est préférable à l'enfouissement (qui correspond à une opération d'élimination) donc la demande répond au principe de hiérarchisation, s'agissant d'ordures ménagères résiduelles et de DAE ayant fait l'objet d'un tri en amont.

3.4. Analyse au regard du SRADDET, du PRPGD et du Code de l'environnement

Au sujet de la comptabilité au SRADDET et au PRPGD, l'inspection relève en particulier :

- pour ce qui concerne les déchets ménagers et assimilés (DMA), que le SRADDET ambitionne de baisser les tonnages de déchets produits par les ménages et d'accroître la valorisation des déchets en augmentant la performance des collectes sélectives (papier, emballage) et en développant le tri à la source des biodéchets ;
- pour ce qui concerne les déchets d'activités économiques (partie assimilable à DMA), le SRADDET retient comme objectif l'augmentation de la valorisation matière, organique puis valorisation énergétique.

Concernant ces deux points, Dijon métropole a modernisé le centre de tri existant afin de rendre plus performant les tris opérés sur les fractions de déchets recyclables et d'accroître les tonnages triés. Le tri des biodéchets a été initié dans la métropole. L'exploitant constate une baisse de la production des ordures ménagères résiduelles (-13,5 % depuis 2010) notamment grâce à sa stratégie de prévention. Les déchets d'activités économiques sont triés préalablement à leur arrivée sur site pour exclure les déchets valorisables (matière ou organique).

De plus, l'inspection note, sur la partie organisation du traitement des déchets à l'échelle régionale (axe 1, orientation 2, objectif 6) :

- que des actions de développement de la prévention et du réemploi sont attendues, puis la valorisation matière et énergétique ;
- que le SRADDET fixe une limite de capacité à l'élimination par incinération des déchets non dangereux sans valorisation énergétique ;
- que le SRADDET vise l'amélioration des performances de valorisation de l'énergie produite par les UIOM et l'augmentation de la valorisation énergétique des déchets non valorisables matière à hauteur de 70 % du gisement produit en masse en 2025 ;
- que le SRADDET vise l'optimisation du fonctionnement des installations en réduisant les vides de fours et en traitant en priorité les déchets de la région (axe 1, orientation 2, objectif 6) ;
- que le SRADDET recommande la coopération inter usines (gestion des semaines de maintenance par exemple) et qu'il soutient le secours entre les incinérateurs régionaux en cas d'arrêt programmé ou non ;
- que dans le cas particulier d'une installation provisoirement arrêtée et située dans un département limitrophe, le SRADDET note que seules les dispositions relatives aux types de déchets acceptés sont contraignantes et que les contraintes des bassins de chalandises et de tonnages annuels maximum contenus dans les autorisations préfectorales sont affranchies ;
- enfin que le PRPGD, annexé au SRADDET recommande que la mutualisation se fasse en respectant le principe de proximité : apports en provenance de départements voisins situés dans la région Bourgogne-Franche Comté.

L'UIOM de Dijon est une unité de valorisation énergétique, elle alimente le réseau de chaleur de Dijon et produit de l'électricité (taux de valorisation énergétique de 95 % en 2023). Après la prise en charge des DAE, l'incinérateur dispose d'un vide de four assez faible (en moyenne moins de 10 000 tonnes) depuis 2020, ce vide de four permet, entre autre, de répondre aux demandes de secours des installations de traitement de déchets de la région. Hormis des apports liés à la crise COVID, elle déleste les incinérateurs de Noidans-le-Ferroux (70), de Lons-le-Saunier (39), de Besançon (25) régulièrement, ainsi que des installations sinistrées (exemple du SMET 71 en 2024).

Enfin, le PRPGD annexé au SRADDET a pour objectif d'optimiser le fonctionnement des installations en réduisant les vides de four et de traiter en priorité les déchets de la région Bourgogne-Franche-Comté. Il recommande que la mutualisation des capacités existantes se fasse en respectant le principe de proximité : apports en provenance de départements voisins situés dans la région Bourgogne Franche-Comté.

Ainsi, l'examen de la compatibilité de la modification sollicitée avec le PRPGD et le SRADDET établit la nécessité de limiter la zone de chalandise aux départements voisins à l'installation et situés en Bourgogne-Franche-Comté, excluant de fait les départements du Doubs et du Territoire de Belfort.

Le code de l'environnement ne définit pas le principe de proximité comme une limite kilométrique fixe. Il dispose que *« Le respect de ce principe, et notamment l'échelle territoriale pertinente, s'apprécie en fonction de la nature des déchets considérés, de l'efficacité environnementale et technique, de la viabilité économique des modes de traitement envisagés et disponibles à proximité pour ces déchets, des débouchés existant pour ces flux et des conditions techniques et économiques associées à ces débouchés, dans le respect de la hiérarchie de la gestion des déchets et des règles de concurrence et de libre circulation des marchandises »* (Article L.541-1).

Il précise également à l'article L.541-25-1 que la limite de la capacité de traitement annuelle *« ne s'applique pas en cas de transfert de déchets en provenance d'une installation provisoirement arrêtée en raison de circonstances exceptionnelles et située dans un département, une commune, un syndicat ou un établissement public de coopération intercommunale limitrophe.*

Ces principes ont été pris en compte dans la proposition d'arrêté préfectoral complémentaire jointe à ce rapport.

3.5 Analyse au regard des types de déchets (DMA, DAE et DASRI) et du type de fonctionnement (courant et en dépannage)

En fonctionnement courant, l'analyse et la proposition de l'inspection sont les suivantes :

Concernant les DMA :

L'incinérateur est une installation de traitement d'ordures ménagères. Son flux principal reste les ordures ménagères et assimilés. En ce sens, la priorité de traitement va donc au traitement des déchets ménagers et assimilés de la Côte-d'Or puis au traitement de ce flux en provenance des autres départements.

=> le projet d'APC prévoit donc la priorité de traitement aux DMA de la Côte d'Or, puis des DMA de l'Yonne, la Nièvre, la Saône-et-Loire, la Haute-Saône et le Jura.

Concernant les DAE :

L'exploitant indique que le traitement des DAE est une variable d'ajustement en fonction des capacités de traitement restantes. Par ailleurs, il est nécessaire de mélanger les différents flux de déchets (DMA, DAE, DASRI) pour équilibrer la combustion du four et le PCI (pouvoir calorifique inférieur) et assurer une combustion stable et efficace.

En ce sens les apports de DAE sont donc nécessaires.

=> le projet d'APC prévoit donc le traitement des DAE pour la Côte-d'Or et le traitement des DAE pour les autres départements avec une limite de 25 000 tonnes pour les déchets (DMA et DAE) situés hors du département.

Concernant les DASRI, déchets pharmaceutiques et déchets souillés par des médicaments anticancéreux :

Le flux généré par la zone de chalandise actuelle (BFC et départements limitrophes) est faible (1,77 % des apports en 2023). L'exploitant a indiqué qu'il souhaitait étendre cette zone de chalandise aux régions limitrophes de la région Bourgogne-Franche-Comté pour faciliter le traitement de certaines livraisons erronées du prestataire de déchets.

=> le projet d'APC prévoit une zone de chalandise identique à celle déjà autorisée (région BFC et départements limitrophes à cette région) et de l'étendre aux départements français des régions limitrophes à la région Bourgogne-Franche-Comté dans les cas de circonstances d'arrêt d'installations qualifiées d'exceptionnelles si elles sont non anticipables.

En dépannage d'autres installations, l'analyse et la proposition de l'inspection sont les suivantes :

L'incinérateur est, depuis plusieurs années, une installation de secours pour les incinérateurs et les autres installations de la région. Elle dépanne occasionnellement des incinérateurs situés hors de la région. Tous ces délestages ont fait l'objet d'autorisations préfectorales sur la base d'un dossier et d'éléments de justifications.

=> Afin de fluidifier les échanges, de permettre à l'exploitant d'être réactif en cas d'arrêt d'une installation non anticipable (incendie, panne matériel ...), de pouvoir assurer un traitement des déchets au plus tôt pour les EPCI impactées et de respecter le SRADDET qui promeut une coopération inter-usines, il est proposé :

- en cas de déstage ponctuel inférieur à 60 jours et pour un tonnage de DMA inférieur à 1500 tonnes pour une installation située en région et sur les départements de l'Aube et la Haute-Marne, qu'une information du déstage soit adressée à l'inspection des installations classées au préalable ;
- qu'un accord préfectoral soit demandé avant le déstage dans les autres cas sur la base d'un dossier qui est précisé dans le projet d'APC ;
- le délai est porté à 90 jours pour les DASRI et déchets pharmaceutiques ou médicamenteux et la zone de chalandise est agrandie aux départements français des régions limitrophes de la région BFC.

4 . Avis sollicités

L'inspection des installations classées a transmis le dossier au Conseil Régional de Bourgogne-Franche-Comté pour avis. Celui-ci a fait part d'un avis réservé en demandant de restreindre la zone de chalandise à l'ex-Bourgogne (en soulignant que certaines UVE en ex-Franche-Comté connaissent des vides de four récurrents) et de s'assurer que les collectivités connaissent leurs projets respectifs (UVE ou CSR).

Afin de concilier la demande de l'exploitant avec les vides de four des incinérateurs implantés dans les départements du Doubs et du Territoire de Belfort, l'Inspection des installations classées propose de limiter l'extension de la zone de chalandise des DMA et des DAE de l'incinérateur de Dijon aux départements limitrophes de la Côte-d'Or (ce qui exclut de fait les départements 25 et 90) et correspond au principe de proximité précisé dans le PRPGD annexé au SRADDET.

5 . Conclusions

Au regard du dossier transmis par l'exploitant et de l'analyse synthétisée dans le présent rapport, il apparaît que les modifications envisagées par l'exploitant ne sont pas substantielles mais nécessitent

de fixer des prescriptions complémentaires, en définissant clairement l'origine possible des déchets et la priorité à conserver aux déchets en provenance de la Côte-d'Or.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est proposé en annexe en ce sens. La zone de chalandise projetée dans ce projet s'appuie sur les principes définis dans le SRADDET et le code de l'environnement, en tenant compte des enjeux mentionnés dans l'avis du Conseil Régional.

S'agissant de zone de provenance des déchets, ce projet requiert la consultation du CODERST.

Le rédacteur	Le vérificateur	L'approbateur
L'inspecteur de l'environnement	Chargée de mission déchets et directive IED	Cheffe de département adjointe SPR/DRC
Stéphane MARION	Marine JEANNOT	Soizick GUERN